



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : **Mathilde Broquet-Courboillet**
mathilde.courboillet@generationlibre.eu
06 45 40 92 35
@MCourboillet

Paris, le 24 septembre 2018

Bioéthique - Le Think tank Generationlibre plaide pour la légalisation de la GPA en France

Alors que le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) s'apprête à rendre son avis sur la révision des lois de bioéthique et que l'Assemblée nationale songe à ouvrir la Procréation Médicalement Assistée (PMA) à tous, GenerationLibre pousse le débat plus loin en appelant à la légalisation de la Gestation Pour Autrui (GPA).

Il y a plus de 40 ans, la France reconnaissait à la femme le **droit de disposer de son corps** en adoptant l'IVG. C'est au nom de ce même principe que notre législation sur la procréation doit aujourd'hui évoluer.

Dans un **nouveau rapport**, GenerationLibre plaide pour la légalisation de la GPA en France et défend un cadre légal garant des droits et obligations de l'ensemble des parties prenantes.

Légaliser la GPA est d'abord une **question de droit fondamental** : c'est rendre aux femmes la **libre disposition de leurs corps** et garantir aux enfants nés de GPA à l'étranger les mêmes droits qu'à tous les enfants. C'est également reconnaître et valoriser une **nouvelle forme de parenté**, fondée sur l'engagement et la notion de projet.

« Il faut avoir le courage d'aller jusqu'au bout de la logique des droits individuels et de tolérer des modèles familiaux variés », résume Gaspard Koenig, président de GenerationLibre.

Tirant les conclusions de **l'échec de la politique de prohibition** et s'inspirant des modèles en vigueur dans certains pays, ce rapport définit les contours d'une loi introduisant un **encadrement juste et efficace de la GPA en France** afin d'éviter toute forme d'abus.

Au nom de quelle morale refuser une liberté qui ne nuit à personne ?

À PROPOS DE GENERATIONLIBRE.

GenerationLibre est un think tank indépendant de tout parti politique. A travers ses publications, GL poursuit trois objectifs : vivre et laisser vivre, pour permettre à chacun de définir ses propres valeurs dans une société ouverte ; briser les rentes, parce que la libre concurrence des échanges comme des idées est le meilleur moyen de contester l'ordre établi ; penser le progrès, pour que les innovations technologiques demeurent au service de l'individu.